

*Les subsides*

Je ne comprends donc pas pourquoi nous nous disputons entre nous pour savoir qui a fait quoi à qui. Pourquoi ne discutons-nous pas plutôt des moyens d'obtenir les meilleurs résultats possibles du gouvernement des États-Unis? Pourquoi ne pouvons-nous pas lui faire savoir que nous ne nous contentons pas d'autres discussions, d'autres enquêtes et d'autres recherches? Oui, faisons-le, mais fixons-nous également des normes minimales et faisons-les respecter de sorte que des pluies acides ne continuent pas de tomber constamment sur tout ce qui est important pour nous tandis que les Américains restent à ne rien faire en attendant les prochaines élections présidentielles.

**M. Gurbin:** Le leader parlementaire du Nouveau parti démocratique a-t-il lu le rapport Drew-Lewis?

**M. Deans:** Oui.

**L'hon. Tom McMillan (ministre de l'Environnement):** Monsieur le Président, cette motion, de la part d'un parti qui n'a à peu près rien fait qui vaille pour faire progresser le dossier canado-américain des pluies acides alors qu'il exerçait le pouvoir, est aussi plausible qu'un sermon que ferait Fanny Hill pour promouvoir la moralité sexuelle. Lorsque le député de Davenport (M. Caccia) a présenté cette motion, il a fait fi de l'histoire, refusé d'accorder au nouveau gouvernement tout le crédit qu'il mérite pour les gains sérieux qu'il a réalisés dans le domaine environnemental, et confirmé le truisme selon lequel jamais le parti libéral n'est aussi ridicule que lorsqu'il blâme le gouvernement actuel pour son action dans un domaine politique où lui-même n'a absolument rien fait.

**Des voix:** Bravo!

**M. McMillan:** Le député qui a présenté cette motion aura beau jouer les Cassandre, les mesures que le gouvernement actuel a prises pour enrayer les pluies acides donnent des résultats et en donneront encore davantage à l'avenir, résultats que le précédent gouvernement n'a pas recherchés et, partant, n'a pas obtenus. Leur attitude à cet égard est caractéristique de tout ce que le parti du député a entrepris ou n'a pas entrepris alors qu'il exerçait le pouvoir.

Le 18 novembre 1980, le ministre de l'Environnement de l'époque a donné à la Chambre cette assurance: «Nous faisons tout en notre pouvoir dans le cadre de notre propre juridiction et nous examinons tous les moyens de convaincre les États-Unis de coopérer avec nous dans cette entreprise très importante». J'exhorte le député qui a parrainé cette motion, ainsi que tous nos collègues de la Chambre, d'utiliser cet énoncé comme critère d'évaluation de ce que le précédent gouvernement a fait ou, plutôt, de ce qu'il n'a pas fait pour enrayer les pluies acides.

Par exemple, il n'a pas su inscrire la lutte contre les pluies acides à l'ordre du jour d'aucun sommet réunissant le premier ministre du Canada et le président des États-Unis, quoiqu'en dise Terry Milewski, du réseau CBC. Certains commentateurs, dont ceux du réseau CBC, ont soutenu que la lutte contre les pluies acides a été inscrite pour la première fois à l'ordre du jour d'un sommet bilatéral en 1981. Cependant, monsieur le Président, l'examen de tous les comptes rendus fiables indique que la question des pluies acides n'a jamais figuré en tant que problème distinct et majeur à aucun ordre du jour de ce genre. Si elle a jamais été mentionnée, c'était comme en passant, presque après coup.

Le député de Davenport n'est pas d'accord avec moi, mais voici la description du sommet de 1981 qui figure dans *The*

*Canadian Annual Review of Politics and Public Affairs* paru aux presses de l'Université de Toronto.

M. Reagan a déclaré que les États-Unis favorisaient le prompt parachèvement du gazoduc de l'Alaska, ajoutant qu'ils souhaitaient collaborer à l'étude et au contrôle de la pollution transfrontalière. Il avait adopté une attitude énergique et optimiste, préférant mettre l'accent sur la similitude, et non sur la différence de point de vue des deux pays...

À l'époque où il était correspondant du *Globe and Mail* à Ottawa, Geoffrey Stevens, l'actuel directeur administratif de ce journal, avait bien indiqué le peu de cas qu'il faisait de ce sommet en disant que le style l'avait emporté sur la substance.

Le 17 juin 1982, j'ai rapporté à la Chambre les propos de l'ancien président de la Commission mixte internationale qui avait déclaré que c'était à cause du premier ministre Trudeau que les négociations entre le Canada et les États-Unis n'avaient pas abouti à une entente bilatérale ferme en vue de résoudre le problème critique des pluies acides. Voici ce que M. Robert Sugarman avait déclaré à un auditoire canadien:

Le plus haut représentant de votre gouvernement...

... autrement dit, du gouvernement du Canada...

... n'a jamais fait de déclaration aux États-Unis pour montrer aux Américains à quel point les Canadiens considèrent le problème comme sérieux.

Une semaine plus tard, John Roberts, notre ministre de l'Environnement de l'époque, ordonnait aux fonctionnaires et aux scientifiques de la partie canadienne de rompre les négociations avec les États-Unis sous prétexte que les Américains n'étaient pas disposés à élaborer avec nous des normes d'émission bilatérales. C'est ainsi que l'ancien gouvernement entendait l'expression «examiner tous les moyens de collaborer», monsieur le Président.

Près d'une année après, peu après le sommet de Williamsburg entre le premier ministre canadien de l'époque et le président des États-Unis, j'ai profité de la période des questions à la Chambre pour demander à M. Roberts, le ministre de l'Environnement d'alors, si le problème des pluies acides avait figuré à l'ordre du jour du sommet de Williamsburg ou si, à cette occasion, le premier ministre avait abordé ce problème, ne serait-ce que de façon officieuse, avec le président des États-Unis. Tout ce que les Canadiens, le Parlement du Canada et moi avons obtenu comme réponse est l'énoncé portant que M. Roberts ignorait si le problème des pluies acides avait été abordé de façon officieuse. Le ministre de l'Environnement du Canada ne savait même pas si le premier ministre avait abordé cette question, encore moins si elle figurait en bonne place à l'ordre du jour du sommet bilatéral entre le premier ministre du Canada et le président des États-Unis.

À cette occasion, j'ai renchéri et demandé au ministre de l'Environnement si le sommet de Williamsburg n'était pas l'occasion toute choisie pour soulever cette question, l'invitant ensuite à me dire si, à son avis, un mot à cette occasion n'aurait pas permis de faire progresser le dossier des pluies acides. Je lui ai demandé si, en tant que ministre de l'Environnement, il ne trouvait pas que le premier ministre du Canada aurait été bien inspiré de soulever la question des pluies acides à l'occasion du sommet de Williamsburg.

La réponse de M. Roberts a été bouleversante d'indifférence, même de la part d'un membre de ce gouvernement dont la froideur et l'arrogance étaient notoires. Il a qualifié ma requête d'absurde. Il a dit qu'il était absurde de la part d'un député de l'opposition comme moi de penser que le premier ministre du Canada pouvait aborder la question des pluies